



Strasbourg, 5 décembre 2013
cdpc/docs 2013/cdpc (2013) 17 - e

CDPC (2013) 17

COMITÉ EUROPÉEN POUR LES PROBLÈMES CRIMINELS
(CDPC)

65e session plénière

Strasbourg, 2-5 décembre 2013
Palais, salle 9

Liste des décisions

Le Comité Européen pour les problèmes criminels (ci-après le CDPC), réuni à Strasbourg sous la présidence de M. Lorenzo Salazar, a décidé :

1. Ouverture de la réunion

- de prendre note de l'allocution d'ouverture de M. Jan Kleijssen, directeur de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Direction générale des droits de l'homme et de l'Etat de droit, consacrée aux faits nouveaux les plus récents survenus au sein du Conseil de l'Europe (ci-après CdE) et de la Direction, notamment aux activités pertinentes pour les travaux du CDPC. Il a également informé le CDPC du budget récemment adopté du CdE et de l'adoption par le Comité des Ministres (ci-après CM) des mandats du CDCP et de ses comités subordonnés (PC-OC et PC-CP), tels que les avait présentés le CDPC.

2. Adoption du projet d'ordre du jour

- d'adopter le projet d'ordre du jour sans aucun amendement (la liste des participants et l'ordre du jour figurent respectivement en annexe I et II).

3. Activités futures et priorités du CDPC

- d'adopter la décision, prise par le Bureau à propos de l'examen des conventions du CdE, de rédiger une lettre aux présidents des organes de suivi/conventionnels compétents du CdE (GRECO, Groupe des parties Lanzarote, GRETA, TC-Y, PC-OC, MONEYVAL) pour leur demander si chacun de ces organes est prêt, et si oui quand, de communiquer des observations écrites et concises au CDPC sur la mise en œuvre/l'évaluation des conventions dont ils sont chargés, notamment :

- a) en recensant tout problème de fonctionnement ou obstacle relatif à la mise en œuvre et à la ratification des conventions pertinentes ;
- b) en proposant des moyens d'améliorer leur visibilité, leur impact et leur efficacité ;
- c) en évaluant la nécessité ou l'opportunité d'élaborer des amendements, des protocoles additionnels aux conventions ou des conventions complémentaires ;
- d) en dispensant des conseils sur l'opportunité et la manière d'encourager les Etats non membres du CdE à examiner la possibilité de devenir Parties à ces conventions.

Les réponses à ces lettres doivent être données avant la prochaine réunion du Bureau.

- d'inviter les présidents de ces organes de suivi du CdE à participer aux réunions plénières du CDPC dans les deux années à venir (deux d'entre eux à chaque plénière), en vue d'échanger des avis sur les questions d'intérêt commun ;
- de mentionner dans ces lettres le document « Rapport du Secrétaire Général sur le passage en revue des conventions du Conseil de l'Europe » (1168^e réunion – 10 avril 2013), en particulier son paragraphe 9.

4. Suites à donner à la 31^e Conférence du Conseil de l'Europe des ministres de la Justice (Vienne, 19-21 septembre 2012) : « Réponses de la justice à la violence urbaine »

- de prendre note des informations communiquées par M. Carlo Chiaromonte, Secrétaire du CDPC, sur l'état des préparatifs d'une éventuelle conférence sur « la violence urbaine » en 2014, et notamment sur le principe de son organisation à Strasbourg ;
- de rappeler qu'il est favorable à la tenue de cette conférence internationale sur le thème de « la violence urbaine » en 2014. Cette conférence devrait porter plus particulièrement sur la participation des mineurs aux actes de violence urbaine et sur leur vulnérabilité face à des instigateurs qui incitent à la violence urbaine, notamment sur internet, sur les sites des réseaux sociaux et au moyen d'autres technologies de l'information et de la communication ;
- d'inviter la consultante chargée de la rédaction d'un document de travail destiné à faire le point sur les instruments juridiques existants en matière de délinquance juvénile, particulièrement lorsque ces mineurs prennent part aux violences urbaines, à sa réunion plénière du printemps 2014, afin qu'elle y présente le résultat de ses travaux ;
- de charger son Bureau d'examiner les travaux préliminaires menés dans ce domaine lors de sa prochaine réunion en 2014 ;
- concernant la prochaine 32^e Conférence des ministres de la Justice du CdE, de demander aux délégations du CDPC si l'un de leurs pays peut accueillir cette conférence.

5. Délinquants dangereux

- de prendre acte des informations communiquées par le président du Groupe de rédaction ad hoc sur les délinquants dangereux (PC-GR-DD), M. Slawomir Buczma, au sujet du travail accompli par le PC-GR-DD (dernière réunion 18-20 septembre 2013) pour l'élaboration de la recommandation relative aux délinquants dangereux ;
- de saluer le projet de recommandation relative aux délinquants dangereux, compte tenu notamment du court délai dans lequel le PC-GR-DD l'a élaboré ;
- d'examiner le projet de recommandation et son commentaire, notamment à partir des observations que les délégations ont formulées par écrit avant la réunion ;
- d'approuver le projet de recommandation et son commentaire et de charger le Secrétariat de les transmettre au CM en vue de l'adoption définitive de la recommandation ;

- de remercier M. Buczma, Mme Louise Victoria Johansen, expert scientifique, et tous les membres du groupe de rédaction pour l'excellent travail qu'ils ont accompli.

6. Conseil de coopération pénologique (PC-CP)

- de procéder à un échange de vues avec M. André Vallotton, président du PC-CP, sur les activités actuelles et futures du PC-CP ;
- de prendre acte des résultats et des décisions des dernières réunions du PC-CP et de formuler quelques observations sur la question des « mesures de substitution à l'emprisonnement », et notamment d'élaborer une approche transversale qui ne vise pas exclusivement à intégrer le problème du traitement dans les activités futures du PC-CP dans ce domaine ;
- de prendre acte de l'avant-projet d'ordre du jour de la prochaine réunion plénière du PC-CP en 2014 et de demander au PC-CP de fournir de plus amples informations sur la teneur des différents points à traiter et les attentes des participants (ordre du jour annoté de la plénière).

a. La 18^e Conférence des directeurs d'administration pénitentiaire (CDAP) organisée par le Conseil de l'Europe

- de prendre acte des informations concernant la 18^e Conférence des directeurs d'administration pénitentiaire (CDAP), organisée du 27 au 29 novembre 2013 à Bruxelles, qui lui ont été communiquées par le président du PC-CP ;
- de charger le Secrétariat de veiller à ce qu'un suivi satisfaisant soit assuré à la CDAP, notamment pour l'importante question de la surpopulation carcérale.

b. Surveillance électronique

- de prendre acte des informations communiquées par le président du PC-CP à propos des versions finales du projet de recommandation sur la surveillance électronique et de son commentaire, telle qu'elles ont été approuvées par le groupe de travail du PC-CP ;
- d'examiner les projets de texte de la recommandation et de son commentaire, en s'appuyant notamment sur les observations que les délégations ont formulées par écrit avant la réunion ;
- d'approuver le projet de recommandation et son commentaire et de charger le Secrétariat de les transmettre au CM en vue de l'adoption définitive de la recommandation.

c. La violence dans les centres de détention pour mineurs

- de prendre acte des progrès réalisés par le PC-CP sur la question de la violence dans les lieux de détention pour mineurs.

d. Elections

- de procéder à l'élection des membres du groupe de travail du PC-CP. Les trois membres élus sont : M. Vivian Geiran (Irlande), M. Attila Juhász (Hongrie) et M. Dominik Lehner (Suisse), pour un mandat de deux ans renouvelable. Le mandat des quatre autres membres (Mme Alina Barbu, M. Harald Føsker, M. Joerg Jesse, M. Mauro Palma) a été renouvelé pour deux ans.

7. Promotion de l'intégrité du sport pour lutter contre la manipulation des résultats sportifs, notamment les matchs arrangés

a. Eventuelle convention du Conseil de l'Europe contre la manipulation des compétitions sportives

- de prendre note des informations communiquées par Mme Valérie Berset Hemmer, vice-présidente du groupe de rédaction de l'APES, sur les activités actuelles et les futures activités prévues relatives à l'éventuelle convention du CdE contre la manipulation des compétitions sportives, notamment au vu des résultats de la 5e réunion du groupe de rédaction, qui a eu lieu du 25 au 27 novembre 2013, ainsi que des modifications supplémentaires apportées au projet de convention ;
- d'exprimer ses regrets à propos du fait qu'une version nette du texte n'ait pas été remise en temps utile ;
- d'examiner les dispositions relatives aux questions de droit pénal (manipulation des compétitions sportives ; complicité ; responsabilité des personnes morales ; compétence ; mesures de protection ; responsabilité et application des sanctions ; sanctions pénales à l'encontre des personnes physiques ; sanctions à l'encontre des personnes morales ; autres sanctions ; autres mesures ; mesures de coopération internationale en matière pénale, combinées avec la disposition sur la définition du terme « manipulation des compétitions sportives ») ;
- de faire part de ses préoccupations liminaires à l'égard de ces dispositions, de formuler quelques propositions et de demander au groupe de rédaction de l'APES de tenir dûment compte des délibérations du CDPC sur ces dispositions ;
- de prendre acte, d'une part, de la prochaine réunion de l'APES, qui aura lieu les 21 et 22 janvier 2014 à Strasbourg, en vue de finaliser l'éventuelle convention du CdE et, d'autre part, du fait que les membres du CDPC devraient être convenablement et rapidement informés des résultats de cette réunion ;
- que le CDPC examinera la version définitive du projet de convention et de son rapport explicatif lors de sa prochaine réunion plénière en 2014.

b. Faisabilité d'un protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption du Conseil de l'Europe (STE n° 173)

- de prendre note de la décision prise par le GRECO à propos de la faisabilité d'un protocole additionnel à la Convention pénale du Conseil de l'Europe sur la corruption (STE n° 173) : le GRECO « estime qu'il est prématuré de prendre une décision ferme à ce sujet car la question mérite d'être davantage examinée, notamment à la lumière des résultats du travail en cours au sein de l'Accord partiel élargi sur le sport (APES) sur un projet de convention contre la manipulation des compétitions sportives » ;
- de charger le Secrétariat de rappeler au GRECO la décision prise par le CDPC lors de sa dernière plénière, dans laquelle le CDPC indiquait clairement que ce protocole n'était pas indispensable et que cette décision devait être transmise au CM.

8. Cybercriminalité

- de prendre acte du rapport abrégé de la 9e réunion plénière du T-CY (4-5 juin 2013) et en particulier du point 7 de l'ordre du jour (Accès transfrontalier aux données) ;
- de procéder à un échange de vues avec le président du T-CY, M. Markko Künnapu, sur ce point et sur d'autres sujets d'intérêt commun, et notamment de prendre acte du fait que lors de sa dernière réunion (2-3 décembre 2013) le TC-Y a décidé de reporter la rédaction d'un protocole additionnel à

la Convention sur la cybercriminalité.

9. Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC)

- de procéder à un échange de vues avec la présidente du PC-OC, Mme Selma de Groot, au sujet des activités actuelles et futures du PC-OC, et de prendre acte de la liste de décisions de la 65^e réunion, qui s'est tenue du 26 au 28 novembre 2013 ;
- d'accorder une attention particulière aux suites à donner à la séance spéciale consacrée au fonctionnement de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées et de son Protocole additionnel. Au cours de cette séance a eu lieu un échange de vues sur l'application de ces traités et les problèmes éventuellement rencontrés dans le cadre de la coopération entre les parties. L'élément le plus important de la séance a été le débat relatif aux propositions visant à améliorer le fonctionnement de la convention, et en particulier la possibilité d'élaborer un deuxième protocole additionnel ou un instrument non contraignant ;
- de prendre acte des suites à donner à la discussion relative à l'entraide judiciaire en ce qui concerne la responsabilité des personnes morales et la saisie et la confiscation des produits du crime, y compris la gestion des biens confisqués et le partage des avoirs ;
- de féliciter Mme Selma de Groot pour l'excellent travail et qu'elle a accompli en sa qualité de présidente du PC-OC et de lui souhaiter beaucoup de succès dans ses futures activités.

10. Activités liées au crime organisé transnational

- de prendre acte des informations communiquées par la présidente du PC-GR-COT, Mme Lorena Bachmaier Winter, au sujet des activités menées par le Groupe de rédaction ad hoc sur le crime organisé transnational (PC-GR-COT) ;
- d'examiner l'avant-projet de « Livre blanc » sur le crime organisé transnational, élaboré par le PC-GR-COT, de formuler quelques observations et propositions d'amendements (avant le 11 décembre 2013) et de demander au PC-GR-COT d'en tenir compte lorsqu'il rédigera la version définitive du projet de « Livre blanc » à l'occasion de sa prochaine réunion, en décembre ;
- de se féliciter des travaux menés en un temps si court par le PC-GR-COT et de préciser qu'il y souscrit ;
- de faire le point sur le Livre blanc lorsque que le PC-GR-COT en aura établi la version définitive et d'envisager la possibilité de suites à lui donner lors de la prochaine réunion plénière du CDPC.

11. Conseil consultatif de procureurs européens (CCPE)

- de procéder à un échange de vues avec le président du Conseil consultatif de procureurs européens (CCPE), M. Antonio Mura, au sujet des activités actuelles et futures du CCPE, ainsi que sur toute question d'intérêt commun.

12. Demande de statut d'observateur adressée par EuroPris au CDPC

- d'examiner la demande de statut d'observateur adressée au CDPC par EuroPris et de prendre une décision positive à ce sujet.

13. Informations communiquées par le Secrétariat

- de prendre acte des informations communiquées par le Secrétariat relativement aux sous-parties ci-dessous :

a) Médicrime :

- de prendre acte des activités du Secrétariat relatives à la promotion de la Convention MEDICRIME ;
- de prendre acte des informations communiquées par Maria Jesús Fraile Martín, représentante espagnole auprès du CDPC, à propos de la deuxième conférence régionale de la Convention MEDICRIME, qui a eu lieu à Madrid, Espagne, les 21 et 22 novembre 2013 ;
- de saluer la proposition d'organiser une troisième conférence régionale sur la Convention MEDICRIME au cours du premier semestre 2014.

b) Trafic d'organes

- de prendre acte des informations communiquées par le Secrétariat au sujet de l'état d'avancement du processus d'adoption du projet de convention contre le trafic d'organes humains.

c) Terrorisme

- de prendre acte des tout derniers faits nouveaux dans ce domaine, et notamment des activités du CODEXTER.

14. Elections

- de remercier chaleureusement M. Lorenzo Salazar pour la manière remarquable dont il a présidé le comité au cours des deux dernières années et de féliciter M. Ilya Rogachev et M. Tihomir Kralj pour le travail qu'ils ont accomplis pendant leur mandat en qualité de membres du Bureau ;
- de procéder à l'élection du Président et du vice-Président du CDPC et des membres du Bureau du CDPC. Le Président du CDPC est M. Jesper Hjortenberg, élu pour un mandat d'un an renouvelable ; la vice-Présidente du CDPC est Mme Helena Lisuchova, élue pour un mandat d'un an renouvelable ; les trois nouveaux membres élus du Bureau sont Mme Linda Katharina Drazdiak, Mme Mariana Radu et M. Lorenzo Salazar, pour un mandat de deux ans renouvelable. Le mandat des quatre autres membres (M. Sławomir Buczma, M. Ebrima I Chongan, M. Hans-Holger Herrnfeld, Mme Fabienne Schaller) a été renouvelé pour deux ans.

15. Divers

- de prendre acte de l'exposé de M. Fernando Ferraro, Secrétaire général de la Conférence des ministres de la Justice des pays ibéroaméricains (ci-après COMJIB), sur les objectifs et les axes de travail de la COMJIB, ainsi que sur le Réseau ibéroaméricain de coopération juridique (IberRed) ;
- de se féliciter de la proposition faite par M. Ferraro, qui préconise que la COMJIB demande le statut d'observateur auprès du CDPC ;
- de prendre acte des informations communiquées par M. Alexey Ilyashenko, représentant ukrainien auprès du CDPC, sur les faits nouveaux relatifs aux dernières manifestations qui ont eu lieu dans le pays et sur les mesures prises par les services de police pour garder le contrôle de la situation dans le respect du droit.

16. Dates de la prochaine réunion du Bureau du CDPC et des prochaines réunions plénières

Le CDPC est invité à prendre note des dates de la prochaine réunion du Bureau (semaine du 7 avril 2014) et des prochaines sessions plénières (10 au 13 juin et 1^{er} au 4 décembre 2014).

Annexe I

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 5 December 2013
[CDPC plenary/2013 plenary_2/oj lp/cdpc list of participants]

CDPC (2013) LP 2 Fin (Bil)

EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS
(CDPC)

COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS
(CDPC)

65th Plenary Session / 64^{ème} Session plénière

Strasbourg, 2 – 5 December / 2 – 5 décembre 2013

Main Building / Palais de l'Europe

Room / Salle 9

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBER STATES / ETATS MEMBRES**ALBANIA / ALBANIE**

**No nomination / Pas de nomination

ANDORRA / ANDORRE

M. Alfons C. ALBERCA SANVICENS, Procureur Général

ARMENIA / ARMÉNIE

Mr Hovhannes POGHOSYAN, Deputy Head of Headquarters, Head of International Cooperation Department, Police of the Republic of Armenia, 0025 YEREVAN, str.Nalbandyan 130, Republic of Armenia

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Christian MANQUET, President of the GMCP, Federal Ministry of Justice, Law Legislation Section, Museum Strasse, 7, 1070 WIEN, Austria

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Ms Saadet YUSIFOVA, Senior Advisor to the Department for Coordination of Law Enforcement Agencies, Administration of the President of the Republic of Azerbaijan, 19 Istiqlaliyyet Street, AZ-1009 BAKU

Mr Huseyn AKHUNDOV, Deputy to the Permanent Representative of the Republic of Azerbaijan to the Council of Europe, 2, rue Westercamp, 67000 Strasbourg

BELGIUM / BELGIQUE

M. Freddy GAZAN, Conseiller, Service public fédéral Justice, Avenue de la Porte de hal, 5, B-1060 BRUXELLES

Mme Jessica FAILLA, Attachée, SPF Justice, Direction générale de la Législation, des Libertés et des Droits fondamentaux, Direction Droit pénal, Service des infractions et procédures particulières, 115 boulevard de Waterloo, 1000 Bruxelles

M. Pedro FERREIRA MARUM, Directeur du Centre national de surveillance électronique, Maison de Justice, Rue de Louvain 38, 1000 Bruxelles

M. Werner VANHOUT, Conseiller-général, Direction générale Etablissements pénitentiaires, 33 Quai de Willebroeck 1000 Brussel - Bruxelles

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Edin JAHIC, Chief of the Section for Combating Organised Crime and Corruption, Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina, Trg Bosne i Hercegovine 1, BiH - 71000 SARAJEVO

BULGARIA / BULGARIE

Mr Florian FLOROV, Senior expert, Ministry of Justice of the Republic of Bulgaria, "International Legal Co-operation and European Affairs" Directorate

CROATIA / CROATIE

Mr Tihomir KRALJ, univ. spec. crim., Deputy Director General, Tax Administration, Ministry of Finance of the Republic of Croatia, Boškovićeva 5, Zagreb, 10000

CYPRUS / CHYPRE

Ms Elena KLEOPA, Senior Counsel of the Republic, Head of the Criminal Law Division, Law Office of the Republic, Apelli 1 , 1403 Nicosia, Cyprus

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ms Helena LISUCHOVA, Acting Head, International Cooperation Department, Ministry of Justice, Vyšehradská 16, CZ - 128 10 PRAGUE 2

Mr Dominik KORČÁK, Legal expert, International Cooperation Department, Ministry of Justice, Vysehradská 16, Praha 2, 12810

DENMARK / DANEMARK

Mr Jesper HJORTENBERG, National Member of Denmark for EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

Ms Lise BITSCH, Head of Section, Ministry of Justice, Strafferetskontoret, Slotsholmsgade 10, 1216 København K

Ms Susanne NORMANN ANDERSEN, Direktoratet for Kriminalforsorgen – Danish Prison and Probation service, Straffuldbyrdelseskontoret, Strandgade 100, 1401 København K

ESTONIA / ESTONIE

Ms Kristel SIITAM-NYIRI, Deputy Secretary General on Criminal Policy, Ministry of Justice, Tõnismägi 5a, EE - 15191 TALLINN

FINLAND / FINLANDE

Ms Ulla MOHELL, Counsellor of Legislation, Ministry of Justice, Finland/Department of Criminal Policy, PO BOX 25, FIN-00023 Government

Ms Marianne MÄKI, Ministerial Adviser, Ministry of Justice, Finland/Department of Criminal Policy, PO BOX 25, FIN-00023 Government

FRANCE

Mme Fabienne SCHALLER, Chargée de Mission pour les négociations internationales et européennes, Direction des Affaires criminelles et des grâces, Ministère de la Justice, 13 place Vendôme, 75007 Paris

GEORGIA / GÉORGIE

Mr Irakli DONDOLADZE, Head of division for International Relations, General Prosecutor's Office of the Ministry of Justice of Georgia, 24, rue Gorgassali, GE-0133 TBILISSI

GERMANY / ALLEMAGNE

Dr Ralf RIEGEL, Head of Division, International Criminal Law, European and Multilateral Cooperation in Criminal Matters, Federal Ministry of Justice, Mohrenstraße 37, D-10117 Berlin

Dr. Hans-Holger HERRNFELD, Bundesministerium der Justiz, Abteilung Strafrecht - Sonderauftrag "Europäische Staatsanwaltschaft", Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

GREECE / GRÈCE

Ms Kalliopi THEOLOGITOU, Public Prosecutor at the Court of First Instance of Athens

HUNGARY / HONGRIE

Dr Tünde FORMAN, Head of Department, Department of International Criminal Law, Ministry of Public Administration and Justice, 1055 Budapest, Kossuth tér 4. Hungary

ICELAND / ISLANDE

**No nomination / Pas de nomination

IRELAND / IRLANDE

Mr Brian KELLY, Executive Officer, International Policy Division, Department of Justice & Equality, 7-11 Montague Court, Montague Lane, Dublin 2

ITALY / ITALIE

Mr Lorenzo SALAZAR

Chairman of the CDPC / Président du CDPC

Directeur du Bureau des questions législatives, internationales et des grâces, Direction Générale de la Justice pénale, Ministère de la Justice, Via Arenula 70, I – 00186 ROMA

Cons. Federico FALZONE, Direttore Ufficio III – Direzione Generale Detenuti e Trattamento del Dipartimento dell'Amministrazione Penitenziaria, Largo Luigi Daga 2, 00164 Roma

LATVIA / LETTONIE

Ms. Indra GRATKOVSKA, Head of the Criminal Law Department, Ministry of Justice, Brivibas blvd. 36, LV – 1536 RIGA

LIECHTENSTEIN

M Carlo RANZONI, Juge, Fürstliches Landgericht, Spaniagasse 1, FL-9490 Vaduz

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Vygantė MILAŠIŪTĖ, Head of the Division of International Treaty Law, International Law Department, Ministry of Justice of the Republic of Lithuania

LUXEMBOURG

Mme Catherine TRIERWEILER, Attachée de gouvernement, Ministère de la Justice, Direction des affaires pénales et judiciaires, Centre administratif Pierre Werner, 13, rue Erasme, L-1468 Luxembourg-Kirchberg

MALTA / MALTE

**No nomination / Pas de nomination

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Ms Diana ROTUNDU, Deputy Head of international legal assistance and european integration Division, General Prosecutor's Office of the Republic of Moldova, prosecutor, permanent expert

MONACO

Apologised/Excusé

MONTENEGRO

Ms Duška VELIMIROVIĆ, Ministry of Justice and Human Rights, Department for International Legal Assistance and EU Integrations, Division for International Legal Assistance
Vuka Karadžića 3, 81 000 Podgorica

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mrs Marjorie BONN, Senior Legal Adviser, Legislation Department, Ministry of Justice, Legislation Department
P.O. Box 20301, 2500 EH The Hague, The Netherlands

NORWAY / NORVÈGE

Ms Linda Katharina DRAZDIK, Senior Adviser, Section for European and International Affairs, Ministry of Justice and the Police, P.O. Box 8005 DEP, N - 0030 OSLO

Ms Anne-Li N. FERGUSON, Senior Adviser, Correctional Service Department, Ministry of Justice and the Police, Correctional Service Department, P.O. Box 8005 DEP, N-0030 Oslo

POLAND / POLOGNE

Mr Rafal KIERZYNKA, Judge detached to the Ministry of Justice, Criminal Law Department, Ministry of Justice, al. Ujazdowskie 11, PL - 00-950 WARSAW

Mr Sławomir BUCZMA

Chair of the PC-GR-DD / Président du PC-GR-DD

National Expert, General Secretariat of the Council of the European Union, Rue de la Loi, 175, B-1048 Brussels, Belgium

PORTUGAL

Apologised/Excusé

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Mariana RADU, Head of Division for International Judicial Cooperation in Criminal Matters, National Correspondent to European Judicial Network, National Correspondent to Eurojust, Directorate for International Law and Judicial Cooperation, Ministry of Justice of Romania, 17, Apolodor Street, 5th Sector, RO – 050741 BUCAREST

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Mr. Karl TIKHAZE, Deputy Director, Department on New Challenges and Threats, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Mr Vladimir ZIMIN, First Deputy Head of the Chief Directorate for International Legal Cooperation, Prosecutor General's Office of the Russian Federation

Ms Yelena ZAREMBINSKAYA, Head of the Directorate for execution of punishments not linked to isolation from society, Federal Penitentiary Service of the Russian Federation

Mr Dmitry SHALYAGIN, Chair of Human Rights and International Law, Moscow University of the Ministry of Interior of the Russian Federation

Ms Marina SJEDUHINA, Counselor of the international cooperation section, Department of development of winter sports and coordination of preparation to the Olympic Games in Sochi, Ministry of Sport of the Russian Federation

Mr Konstantin KOSORUKOV, Deputy for Legal Affairs to the Permanent Representative of the Russian Federation at the Council of Europe

SAN MARINO / SAINT-MARIN

**No nomination / Pas de nomination

SERBIA / SERBIE

Ms Neda MARKOVIC, Advisor in the Normative Affairs Department, Ministry of Justice and Public Administration, Nemanjina Street 22-26, Belgrade

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Stanislava JURICEKOVA, Appointed Deputy Director, International Relations Department, International Public Law Division, Ministry of Justice of the Slovak Republic, Address: Župné námestie 13,813 11, Bratislava

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Ms Tanja TRTNIK, Senior Adviser, Ministry of Justice of the Republic of Slovenia, Župančičeva 3, 1000 Ljubljana,

SPAIN / ESPAGNE

Ms Maria Jesús FRAILE MARTÍN, Asesor, Dirección General de Cooperación Jurídica Internacional y Relaciones con las Confesiones, Ministerio de Justicia, San Bernardo 62, Spain

SWEDEN / SUÈDE

Ms Mikaela BEXAR, Legal Adviser, Division for Criminal Law, Ministry of Justice, Regeringskansliet, SE-103 33 Stockholm

SWITZERLAND / SUISSE

Mme Anita MARFURT, Juriste Droit pénal international, Département fédéral de justice et police, Office fédéral de la justice, Unité Droit pénal international, Bundesrain 20, CH – 3003 BERNE

**“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” /
“L’EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE”**

**No nomination / Pas de nomination

TURKEY / TURQUIE

Mr. Fazlı DOĞAN, Deputy Director General, Directorate General for International Law and Foreign Relations, Ministry of Justice, Adalet Bakanlığı Ek Bina Mustafa Kemal Mahallesi 2151. Cad. No: 34/A Söğütözü/Ankara

Mr İlyas PEHLİVAN, Head of Department, Directorate General for International Law and Foreign Relations, Ministry of Justice, Adalet Bakanlığı Ek Bina Mustafa Kemal Mahallesi 2151. Cad. No: 34/A Söğütözü/Ankara

UKRAINE

Mr Oleksiy ILLIASHENKO, Deputy Head of International Relations Department, of the Ministry of Interior of Ukraine

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Ebrima I CHONGAN, European & G8 Criminal Justice and Eurojust Policy, Data Sharing and Criminal Justice Team, International Directorate, Home Office, 1th Floor, Peel Building (NE Quarter), 2 Marsham Street, London SW1P 4DF

Mr Christopher VOLUME, European Criminal Justice and Rights, European and International Division, Ministry of Justice, 6.02, 102 Petty France, London SW1H 9AJ

* * * *

CDPC BUREAU / BUREAU DU CDPC
(CDPC-BU)

CROATIA / CROATIE

Mr Tihomir KRALJ, univ. spec. crim., Deputy Director General, Tax Administration, Ministry of Finance of the Republic of Croatia, Boškovićeva 5, Zagreb, 10000

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ms Helena LISUCHOVA, Acting Head, International Cooperation Department, Ministry of Justice, Vyšehradská 16, CZ - 128 10 PRAGUE 2

DENMARK / DANEMARK

Mr Jesper HJORTENBERG, National Member of Denmark for EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

FRANCE

Mme Fabienne SCHALLER, Chargée de Mission pour les négociations et la transposition des normes pénales internationales, Direction des affaires criminelles et des grâces, Ministère de la Justice et des libertés, 13, place Vendôme, F-75042 PARIS Cedex 01

GERMANY / ALLEMAGNE

Dr. Hans-Holger HERRNFELD, Bundesministerium der Justiz, Abteilung Strafrecht - Sonderauftrag "Europäische Staatsanwaltschaft", Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

ITALY / ITALIE

Mr Lorenzo SALAZAR

Chairman of the CDPC / Président du CDPC

Directeur du Bureau des questions législatives, internationales et des grâces, Direction Générale de la Justice pénale, Ministère de la Justice, Via Arenula 70, I – 00186 ROMA

POLAND / POLOGNE

Mr Sławomir BUCZMA

Chair of the PC-GR-DD / Président du PC-GR-DD

National Expert, General Secretariat of the Council of the European Union, Rue de la Loi, 175, B-1048 Brussels, Belgium

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Mr Ilya ROGACHEV

Apologised/Excusé

Director of Department of New Challenges and Threats, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation,
Directorate of New Challenges and Threats, 32/34 Smolenskaya-Sennaya Square, RUS - 121200 MOSCOW

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Ebrima I CHONGAN, European & G8 Criminal Justice and Eurojust Policy, Data Sharing and Criminal Justice Team, International Directorate, Home Office, 1th Floor, Peel Building (NE Quarter), 2 Marsham Street, London SW1P 4DF

* * * *

**COMMITTEE OF EXPERTS ON THE OPERATION OF EUROPEAN CONVENTIONS ON
CO-OPERATION IN CRIMINAL MATTERS / COMITE D'EXPERTS SUR LE FONCTIONNEMENT DES
CONVENTIONS EUROPEENNES DANS LE DOMAINE PENAL
(PC-OC)**

Ms Selma DE GROOT

Chair of the PC-OC / Président du PC-OC

Legal Adviser, Ministry of Justice, International Legal Assistance in Criminal Matters Division, Schedeldoekshaven 100, Postbus 20301, NL - 2500 EH DEN HAAG

**COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION / CONSEIL DE COOPERATION PENOLOGIQUE
(PC-CP)**

M. André VALLOTTON

Chair of the PC-CP / Président du PC-CP

Ancien Délégué du Conseil d'Etat aux Affaires pénitentiaires, Département de la Sécurité et de l'Environnement, Chef de projet, Unité d'appui au Programme d'appui de la réforme du Système pénitentiaire, Ministère de la Justice c/o DGAPR, rue du 11 Décembre 1960, EL Biar, Alger, ALGERIE

**AD HOC DRAFTING GROUP ON DANGEROUS OFFENDERS /
GROUPE DE REDACTION AD HOC SUR LES DELINQUANTS DANGEREUX
(PC-GR-DD)**

Mr Sławomir BUCZMA

Chair of the PC-GR-DD / Président du PC-GR-DD

National Expert, General Secretariat of the Council of the European Union, Rue de la Loi, 175, B-1048 Brussels, Belgium

Ms Louise Victoria JOHANSEN

Scientific expert / expert scientifique

Faculty of Law, Copenhagen, Sankt Annæ Plads 4, 1250 Copenhagen K.

**AD HOC DRAFTING GROUP ON TRANSNATIONAL ORGANISED CRIME /
GROUPE DE RÉDACTION AD HOC SUR LE CRIME ORGANISÉ TRANSNATIONAL (PC-GR-COT)**

Prof. Dr. Lorena BACHMAIER

Chair of the PC-GR-COT/Présidente du PC-GR-COT

Universidad Complutense, Facultad de Derecho, Departamento de Derecho Procesal

**CONSULTATIVE COUNCIL OF EUROPEAN PROSECUTORS / LE CONSEIL CONSULTATIF DE
PROCUREURS EUROPEENS (CCPE)**

Mr Antonio MURA

Chair of the CCPE / Président du CCPE

CYBERCRIME CONVENTION COMMITTEE /
COMITE DE LA CONVENTION CYBERCRIMINALITE (T-CY)

Mr Markko KÜNNAPU

Chair of the T-CY / Président du T-CY

Adviser, Ministry of Justice, Tonismagi 5A, EST-15191 Tallinn

ENLARGED PARTIAL AGREEMENT ON SPORT (EPAS) /
ACCORD PARTIEL ELARGI SUR LE SPORT (APES)

Mme Valérie BERSET HEMMER, Senior Advisor, Office fédéral de la justice, Unité projets et méthode législatifs,
Vice-présidente du groupe de rédaction d'un projet de convention internationale contre la manipulation des
compétitions sportives, Bundesrain 20, CH-3003 Berne

CONFERENCE OF MINISTERS OF JUSTICE OF THE IBEROAMERICAN COUNTRIES /
CONFERENCE DES MINISTRES DE LA JUSTICE DES PAYS IBERO-AMERICAINS (COMJIB)

Mr Fernando FERRARO, Secretary General

* * * * *

OBSERVERS WITH THE COUNCIL OF EUROPE /
OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

HOLY SEE / SAINT-SIÈGE

Maître Jean PAILLOT, 39 rue Oberlin, 67000 Strasbourg

* * * * *

SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE /
SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Directorate General of Human Rights and Rule of Law /
Direction Générale des droits de l'Homme et Etat de Droit

Mr Jan KLEIJSEN	Director, Information Society and Action against Crime Directorate / Directeur, Direction de la Société de l'Information et de la Lutte contre la Criminalité
Mr Ivan KOEDJIKOV	Head of Action against Crime Department / Chef de la Service de la Lutte contre la Criminalité
Mr Carlo CHIAROMONTE	Head of Criminal Law Division / <u>Secretary to the CDPC</u> Chef de la Division du droit pénal / <u>Secrétaire du CDPC</u>
Mr Oscar ALARCON JIMENEZ	Administrative Officer / Administrateur Co-Secretary to the CDPC / Co-secrétaire du CDPC Secretary to the PC-GR-DD / Secrétaire du PC-GR-DD
Ms Iliana TANEVA	Deputy Head of Criminal Law Division / Secretary to the PC-CP Chef adjoint de la Division du droit pénal / Secrétaire du PC-CP
Ms Anita VAN DE KAR-BACHELET	Administrative Officer / Administrateur Secretary to the PC-OC / Secrétaire du PC-OC
Ms Marjaliisa JÄÄSKELÄINEN	Assistant / Assistante

Interpreters / Interprètes

Ms Rebecca BOWEN
 Mr Christopher TYCZKA
 Ms Bettina LUDEWIG

Annexe II

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

CDPC (2013) OJ 2

Strasbourg, le 29 novembre 2013
CDPC/CDPC 2013plenary_2/OJ+LP/CDPC (2013) OJ 2 - F

COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS
(CDPC)

65^e Session Plénière

Strasbourg, 2 (10h00) – 5 décembre 2013 (13h00)

ORDRE DU JOUR

Conseil de l'Europe

Palais de l'Europe

Salle 9

1. **Ouverture de la réunion**
2. **Adoption de l'ordre du jour**
 Projet d'ordre du jour
 Ordre du jour annoté [CDPC \(2013\) 14](#)
 Pour information :
 Liste des décisions de la plénière du 64^e CDPC, 28-31 mai 2013
 Liste des décisions de la réunion du CDPC bureau, 29-30 septembre 2013 [CDPC-BU \(2013\) 4](#)
3. **Activités futures et priorités du CDPC**
 Préparation du mandat pour 2014-2015 [Mandat](#)
 Résolution concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail [CM/Res\(2011\)24](#)
 Décision du CM sur le passage en revue des conventions du CdE [CM décision](#)
4. **Suivi de la 31^{ème} Conférence du Conseil de l'Europe des ministres de la Justice (Vienne, 19-20 septembre 2012) : « Réponses de la Justice aux violences urbaines »**
 Résolution sur les réponses de la justice à la violence urbaine [MJU-31 \(2012\) RESOL. F](#)
 Décision du Comité des Ministres [Décision](#)
 Document de réflexion sur une éventuelle conférence internationale sur la « violence urbaine » [CDPC \(2013\) 2](#)
 Information générale sur la justice des mineurs et la délinquance juvénile [CDPC \(2013\) 7](#)
- *5. **Délinquants dangereux**
 Mandat du Groupe de rédaction ad hoc sur les délinquants dangereux (PC-GR-DD) [Mandat](#)
 Rapport sommaire de la réunion du PC-GR-DD, 18-20 septembre 2013 [PC-GR-DD \(2013\) 6](#)
 Projet de recommandation [PC-GR-DD \(2013\) 1 FIN](#)
 Projet de commentaire [PC-GR-DD \(2013\) 4 rev3](#)
 Compilation des commentaires par les délégations [CDPC \(2013\) 13](#)
 Addendum [CDPC \(2013\) 16](#)
6. **Conseil de coopération pénologique (PC-CP)**
 Rapport de la 3^e réunion du Groupe de travail du PC-CP, Strasbourg, 19-21 juin 2013 [PC-CP \(2013\) 10](#)
 Rapport de la 4^e réunion du Groupe de travail du PC-CP, Strasbourg, 25-27 septembre 2013 [PC-CP \(2013\) 15](#)
 Projet d'ordre du jour préliminaire de la session plénière du PC-CP, novembre 2014 [Projet d'ordre du jour](#)
- a. **18^{ème} Conférence des directeurs d'administration pénitentiaire du Conseil de l'Europe (CDAP)**
 Site web de la conférence [Site web](#)
 Programme [Programme](#)
- b. **Surveillance électronique**
 Projet de recommandation [PC-CP \(2013\) 1 rév 2](#)
 Projet de commentaire [PC-CP \(2013\) 2 rév 2](#)
 Compilation des commentaires par les délégations [CDPC \(2013\) 15](#)
- c. **Violence dans les centres de détentions pour jeunes**
 Rapport du Secrétariat pour information [PC-CP \(2013\) 7rev](#)
- d. **Elections**
 Mémoire concernant les élections pour le Groupe de travail du PC-CP [PC-CP \(2013\) 14](#)

- 7. Promotion de l'intégrité du sport pour lutter contre la manipulation des résultats, notamment les matchs arrangés**
 Décision du Comité des Ministres [CM décision](#)
- a. Eventuelle Convention du Conseil de l'Europe contre la manipulation des compétitions sportives**
 Projet de convention contre la manipulation des compétitions sportives
 (veuillez noter que ce document fait 64 pages) [EPAS \(2013\) 16 rev 5](#)
 Lettre du président du CDPC au président du Comité de direction de l'APES [Lettre](#) (en anglais seulement)
- b. Faisabilité d'un protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption du Conseil de l'Europe (STE n° 173)**
 Questionnaire [Questionnaire](#)
 Réponses au questionnaire [CDPC \(2012\) 19 Bil rev.](#)
 Sommaire des réponses [CDPC \(2013\) 3](#)
 Décision de la plénière du CDPC : voir le point 7. b. [CDPC \(2013\) 10](#)
 Décisions de la plénière du GRECO : voir les points 27 et 28 [Greco \(2013\) 8F](#)
- 8. Cybercriminalité**
 Rapport de la 9e plénière du T-CY, 4-5 juin 2013 [T-CY \(2013\)22E rev](#)
 Echange de vues avec le Président du TC-Y
- 9. Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC)**
 Liste des décisions de la 64e plénière du PC-OC [PC-OC \(2013\) 09](#)
 Liste des décisions de la 16^e réunion du Groupe restreint d'experts sur la coopération internationale (PC-OC Mod), 9-11 octobre 2013 [PC-OC \(2013\) Mod 11](#)
 Projet d'ordre du jour de la 65e plénière du PC-OC [PC-OC \(2013\) OJ 2](#)
 Liste des décisions de la 65e plénière du PC-OC [PC-OC \(2013\) 14](#) (en anglais seulement)
- *10. Activités en relation avec la Criminalité transnationale organisée**
 Mandat du Groupe de rédaction ad hoc sur le crime organisé transnational (PC-GR-COT) [Mandat](#)
 Rapport de la 1e reunion du PC-GR-COT [PC-GR-COT Summary](#)
[FR](#)
 Projet de Livre blanc [PC-GR-COT \(2013\) 6](#)
- 11. Le Conseil consultatif de procureurs européens (CCPE)**
 Echange de vues avec le Président du CCPE
- 12. Demande d'octroi du statut d'observateur du CDPC par EuroPris**
 Lettre par EuroPris [Lettre](#) (en anglais seulement)
- 13. Informations données par le Secrétariat**
- a. Crime pharmaceutique**
 Programme de la 2^{ème} Conférence régionale sur la Convention MEDICRIME, Madrid, Espagne, 20 - 21 novembre 2013 [Programme](#)
 Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique (Convention Médicrime) (STCE n° 211) [Etat des signatures et ratifications](#)
- b. Trafic d'organes humains** [Opinion de l'ACPE](#)

- c. Terrorisme**
Rapport de la 25e réunion du CODEXTER, 23-24 octobre 2013 [CODEXTER \(2013\) 12](#)
- 14. Elections**
Mémorandum concernant les élections pour le CDPC [CDPC \(2013\) 12](#)
- 15. Divers**
- 16. Les dates des prochaines réunions**